



PHILIPPE PALEY
Agent immobilier
à Genève

CONCURRENCE

Il faut renforcer le forfait fiscal

Attaqué à l'étranger et contesté en Suisse – Zurich, Schaffhouse et plus récemment Appenzell Rhodes-Extérieures y ont renoncé –, le forfait fiscal n'est pourtant pas une spécificité helvétique, contrairement à certaines idées reçues. Les arrangements fiscaux en faveur des personnes privées et des entreprises sont une pratique courante aussi bien en Europe – Belgique,

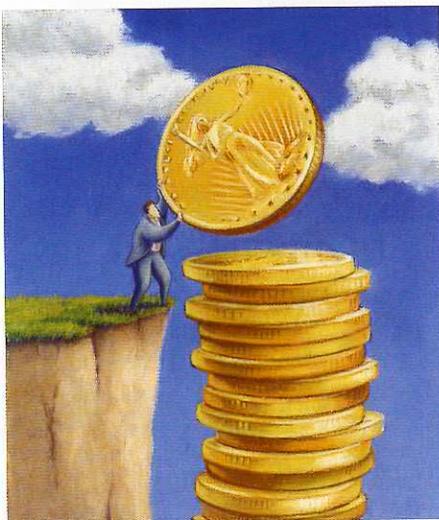
Luxembourg, Monaco et Londres – que dans le reste du monde, notamment à Singapour. L'un des effets de la mondialisation est d'avoir fait entrer les pays dans une véritable guerre fiscale. Les attaques dont la Suisse fait aujourd'hui l'objet s'inscrivent directement dans cette logique de bataille fiscale, dont le but est de récupérer les fonds gérés par les banques suisses tout en affaiblissant notre place financière. Une étude de Global Financial Centres Index fait déjà état d'un recul important pour Genève qui occupait la 7^e place en 2007 avant de tomber à la 9^e en 2010 et à la 13^e en mars 2011.

La Suisse est particulièrement visée, non parce que sa politique serait plus contestable que les autres, mais parce qu'elle est plus vulnérable: c'est un petit pays! Il est regrettable, du reste, que le Conseil fédéral ait cédé si rapidement aux pressions. Le secret bancaire a été balayé en quelques semaines alors qu'il aurait fallu le défendre et le renforcer. On peut regretter le manque de sang-froid dont nos dirigeants ont fait preuve sur ce dossier si sensible et si important pour l'ensemble de notre économie.

Par ailleurs, si l'on évoque toujours les quelque 5445 étrangers au bénéfice d'un forfait fiscal en Suisse, dont 2000 environ d'origine française, on oublie de parler des Suisses qui vont s'installer à Monaco ou en Belgique, eux aussi pour des raisons fiscales. La Suisse, au même titre que les autres pays, est confrontée à une concurrence fiscale qui peut entraîner pour elle un départ de ses contribuables et une baisse de ses recettes fiscales. Il faut se méfier de l'idée simpliste selon laquelle il suffirait de supprimer le forfait fiscal en Suisse pour résoudre le problème de manière définitive. Car la prospérité de la Suisse passe non seulement par le maintien

du forfait fiscal à son niveau actuel, mais également par une volonté affirmée de le rendre plus attractif, tout en continuant à faciliter l'installation des entreprises étrangères sur le sol helvétique.

Si l'on prend l'exemple de Genève, qui s'est lancée depuis les années 1990 dans une diversification de ses entreprises afin de ne pas dépendre exclusivement des banques et des sociétés financières et qui a réussi à attirer de grands groupes comme Procter & Gamble, on constate que cette politique porte ses fruits. Dans une période de crise comme celle que nous traversons actuellement, la diversité des activités économiques permet de ne pas dépendre d'un seul secteur et de limiter le risque d'une crise de grande ampleur. Le forfait fiscal est un outil efficace pour favoriser cette diversité.



Pour rester efficace dans la compétition mondiale où elle est engagée, la Suisse doit améliorer son attractivité auprès des étrangers

668 MILLIONS DE RECETTES PAR AN

Les bénéficiaires de forfait contribuent largement à la prospérité d'un canton par le biais de leurs dépenses dans l'ensemble des secteurs de l'économie: immobilier, école privée pour leurs enfants, magasins, restaurants... Il ne faut pas oublier que ce système rapporte 668 millions de francs de recettes fiscales par an aux communes, aux cantons et à la Confédération. Un autre élément à ne pas négliger est l'implication de ces ressortissants étrangers dans la vie sociale, où ils sont nombreux à s'engager activement. Cet attachement à la Suisse se transmet même d'une génération à l'autre. Il est important de souligner qu'il n'est pas rare que les enfants, élevés ici, choisissent de rester et de créer leur entreprise. Oulorsqu'ils retournent dans leur pays d'origine, ils gardent souvent des liens étroits avec la

Suisse et envoient fréquemment leurs enfants y étudier.

Pour rester efficace dans la compétition mondiale où elle est engagée, la Suisse doit renforcer son attractivité auprès des étrangers. Cette politique doit être menée, d'une part en misant sur le forfait fiscal et, d'autre part, en renforçant la qualité des services, l'offre en matière d'écoles privées et surtout la sécurité, qui fut longtemps un des principaux atouts de la Suisse. ■

RÉAGISSEZ

Participez aux forums sur notre site bilan.ch